



Cellule d'analyse européenne

Proposition de
RÈGLEMENT DU CONSEIL
relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et
l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux
(COM(2011) 126)

Proposition de
RÈGLEMENT DU CONSEIL
relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des
décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés
(COM(2011) 127)

Contexte:

Fin décembre 2010, un règlement a déjà été adopté pour déterminer le pays dont la loi s'applique en cas de divorce transfrontalier (Règlement (UE) n° 1259/2010). Ce dernier apporte une solution à l'un des vingt-cinq problèmes pratiques mentionnés dans le « Rapport sur la citoyenneté européenne » de 2010.

Il est également nécessaire de se doter d'une réglementation pour les aspects patrimoniaux des mariages et des partenariats internationaux au sein de l'Union européenne.

Il y a, au sein de l'Union européenne, seize millions de couples qui ont conclu un mariage international (soit 13% des mariages) tandis que 20% environ des partenariats enregistrés ont une dimension internationale.

Un grand nombre d'entre eux éprouvent des difficultés pour déterminer le tribunal compétent et le droit applicable à leur situation personnelle et à leur patrimoine. De plus, des règles divergentes constituent souvent une source de conflits.

Les disparités juridiques entre les 27 États membres de l'Union européenne (UE) entraînent la recherche du tribunal le plus favorable ("forum shopping"). Tel est le cas lorsque l'un des époux – habituellement le plus riche – s'empresse de saisir la juridiction dont il pense qu'elle rendra la décision la plus favorable à ses intérêts. (« ruée vers le tribunal »).

Les coûts d'actions judiciaires parallèles dans différents pays, de la complexité des affaires et des frais de justice qui en découlent sont estimés à environ 1,1 milliard d'euros par an.

Contenu :

Le 16 mars 2011, la Commission européenne a publié deux propositions législatives et une communication concernant les aspects patrimoniaux des mariages/partenariats internationaux.

Les propositions de règlement concernent, d'une part, "le règlement des conflits de lois en matière de régime matrimonial" et, d'autre part, " les effets patrimoniaux des partenariats enregistrés". Quatorze États membres européens connaissent le partenariat enregistré.

Ces propositions ne visent pas à harmoniser le droit matériel national en matière de mariage ou de partenariat enregistré.

Elles ont pour but de faciliter les questions relatives à la propriété dans divers cas de mariage ou de partenariat à caractère transnational.

Les propositions sont neutres en matière de sexe et d'orientation sexuelle.

La Commission européenne considère que ces propositions devraient permettre d'épargner environ un tiers de ces frais.

SCHÉMA:

	Règlement régimes matrimoniaux	Règlement partenariats enregistrés
<u>Applicable quand?</u>	Litiges en matière de régimes matrimoniaux à caractère transnational	En cas de questions concernant les effets patrimoniaux des partenariats enregistrés ayant un aspect international
<u>Objectif</u>	Offrir aux couples internationaux (couples mariés ou partenaires enregistrés) une sécurité juridique concernant les questions suivantes: - quel tribunal de quel pays est compétent; - quel droit ces juridictions doivent appliquer; - comment les décisions de justice doivent être reconnues et exécutées par le biais d'une procédure uniforme.	
<u>Tribunal compétent</u>	Centralisation des différentes procédures devant une seule juridiction.	
<u>Droit applicable</u>	- Les couples mariés peuvent <u>choisir</u> le droit applicable à leur patrimoine commun en cas de divorce ou de décès (droit de la résidence commune ou de la nationalité). – <u>En l'absence de choix</u> : droit conforme au critère de rattachement visé de la proposition. – Le droit applicable au régime matrimonial est en principe applicable à tous les biens des époux	- Pas de choix autonome comme pour les couples mariés; - le <u>droit de l'État membre dans lequel le partenariat a été enregistré</u> est en principe applicable aux effets patrimoniaux du partenariat
<u>Scission des règles de compétence</u>	Les règles de compétence sont scindées en fonction des catégories suivantes: décès, divorce, séparation de corps (en cas de mariage) ou dissolution, annulation (en cas de partenariat); cas résiduels. (respectivement aux articles 3, 4 et 5-8 des deux projets)	
<u>Reconnaissance et exécution</u>	Les décisions + les actes authentiques de l'un des États membres sont reconnus dans les autres États membres	
<u>Avantages</u>	Meilleure prévisibilité grâce à une simplification des procédures de reconnaissance des décisions judiciaires, des décisions et des actes dans l'ensemble de l'Union européenne (économie d'environ 2 000 à 3 000 euros par affaire, les citoyens pouvant désormais réunir en une seule procédure judiciaire plusieurs questions juridiques). Exemple: une seule juridiction sera compétente pour la procédure de divorce et pour les questions de propriété y afférentes.	

Fondement juridique

- L'article 81 (3) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) confère au Conseil la compétence pour arrêter les mesures relatives au droit de la famille ayant une incidence transfrontière, après consultation du Parlement européen.
- Les propositions concernées doivent être adoptées à l'unanimité par le Conseil de ministres, après consultation du Parlement européen.

Commission concernée:

Commission de la Justice

Subsidiarité et proportionnalité

Subsidiarité: Selon la Commission européenne, les objectifs de la proposition ne peuvent être atteints que sous la forme de règles communes en matière de régimes matrimoniaux. Ces règles doivent être identiques afin d'assurer la sécurité juridique et la prévisibilité pour les citoyens. En ce qui concerne les partenariats enregistrés, seules des règles communes peuvent servir les objectifs de la proposition. Il n'existe pas en la matière de conventions internationales applicables, hormis la convention sur la reconnaissance des partenariats enregistrés du 5 septembre 2007 de la Commission Internationale de l'État Civil. Mais cette convention ne porte que sur la reconnaissance des partenariats et n'est pas entrée en vigueur

Proportionnalité: La proposition COM(2011)126 ne vise pas à harmoniser le droit des régimes matrimoniaux des États membres. La proposition COM(2011)127 ne vise pas à harmoniser le droit des aspects patrimoniaux des partenariats enregistrés des États membres.

Le délai pour formuler un avis sur la subsidiarité et la proportionnalité des propositions de texte expire le **31 mai 2011**.

Conclusion récapitulative:

Les deux propositions législatives créent un cadre juridique clair en ce qui concerne les aspects patrimoniaux des couples internationaux et des partenariats enregistrés. Ces propositions ne visent pas à harmoniser le droit matériel national relatif au mariage ou au partenariat enregistré, mais à simplifier les questions de propriété dans toutes sortes de cas de mariage ou de partenariat présentant une dimension transfrontalière. Le délai pour formuler un avis sur la subsidiarité expire le **31 mai 2011**.

Pour en savoir plus :

1. Texte du projet de règlement relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux (COM(2011)126) :
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0126:FIN:FR:PDF>
2. Texte du projet de règlement relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés (COM(2011)127)
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0127:FIN:FR:PDF>
3. Communication de la Commission européenne : « Lever les incertitudes liées aux droits patrimoniaux des couples internationaux »
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0125:FIN:FR:PDF>

Descripteurs Eurovoc: UNION EUROPÉENNE – DROIT CIVIL – DROIT DE LA FAMILLE – MARIAGE – COOPÉRATION JUDICIAIRE – EXÉCUTION DU JUGEMENT

Rédaction:

Roeland Jansoone, conseiller, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

Voorstel voor een
VERORDENING VAN DE RAAD
betreffende de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning en de
tenuitvoerlegging van beslissingen op het gebied van huwelijksvermogensstelsels
(COM(2011) 126)

Voorstel voor een
VERORDENING VAN DE RAAD
betreffende de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning en de tenuitvoerlegging van
beslissingen op het gebied van de vermogensrechtelijke gevolgen van geregistreerde
partnerschappen
(COM(2011) 127)

Context:

Eind december 2010 werd reeds een verordening goedgekeurd om te bepalen welk recht toepasselijk is in grensoverschrijdende echtscheidingszaken (Verordening (EG) n° 1259/2010). Hiermee werd een oplossing gegeven voor 1 van de 25 praktische belemmeringen vermeld in het "Verslag over het Europees Burgerschap" uit 2010.

Er is ook nood aan een regeling voor de vermogensrechtelijke aspecten van internationale huwelijken en partnerschappen in de EU.

Er zijn 16 miljoen internationale echtparen in de EU (hetzij, 13 % van de huwelijken), terwijl circa 20 % van de geregistreerde partnerschappen een internationale dimensie heeft.

Velen onder hen ondervinden problemen om te weten welke rechtbank bevoegd is en welk recht van toepassing is op hun persoonlijke situatie en hun vermogen. Uiteenlopende regels leiden vaak tot conflicten.

De juridische verschillen tussen de 27 lidstaten brengt "*forum shopping*" tussen rechtbanken met zich mee. Eén van de echtgenoten - doorgaans de rijkste van de twee - stapt snel naar een rechtbank waar hij of zij denkt een gunstiger resultaat te kunnen behalen ("*de rush naar de rechter*").

Parallele gerechtelijke procedures in verschillende landen, ingewikkelde zaken en gerechtskosten kosten ongeveer 1,1 miljard euro per jaar.

Inhoud:

Op 16 maart 2011 heeft de Europese Commissie twee wetgevingsvoorstellen en een mededeling gepubliceerd met betrekking tot vermogensrechtelijke aspecten van de internationale echtparen/partners.

De voorstellen van verordening betreffen enerzijds "het conflictenrecht in het huwelijksvermogensrecht" en anderzijds de "vermogensrechtelijke gevolgen van geregistreerde partnerschappen". Veertien Europese lidstaten kennen het geregistreerde partnerschap.

Deze voorstellen beogen geen harmonisatie van het nationale materiële recht inzake het huwelijk of het geregistreerde partnerschap.

Deze voorstellen willen eigendomskwesties vergemakkelijken in allerlei gevallen van huwelijk of partnerschap met een grensoverschrijdende dimensie.

De voorstellen zijn seksneutraal en neutraal wat seksuele geaardheid betreft.

De Europese Commissie is van oordeel dat met deze voorstellen circa een derde van deze kosten zou kunnen worden bespaard.

SCHEMA:

	Verordening huwelijksvermogensstelsels	Verordening geregistreerde partnerschappen
<u>Wanneer van toepassing?</u>	Geschillen mbt huwelijksvermogensstelsel met grensoverschrijdende dimensie	Bij vragen van vermogensrechtelijke aspecten van geregistreerde partnerschappen met internationaal aspect
<u>Doelstelling</u>	Internationale paren (echtparen of geregistreerde partners) rechtszekerheid bieden over: - welke rechtbank van welk land bevoegd is; - welk recht die gerechten moeten toepassen; - Hoe gerechtelijke beslissingen moeten worden erkend en uitgevoerd via een eenvormige procedure.	
<u>Bevoegde rechtbank</u>	Centralisering van verschillende procedures voor 1 gerecht.	
<u>Toepasselijk recht</u>	-De echtparen kunnen het recht <u>kiezen</u> dat van toepassing is op hun gemeenschappelijk vermogen bij echtscheiding of overlijden (<i>recht van gemeenschappelijke verblijfplaats of nationaliteit</i>). - <u>Zo geen keuze</u> : recht overeenkomstig aanknopingspunt in het voorstel. - Het recht dat van toepassing is op huwelijksvermogensrecht is in principe van toepassing op alle goederen van de echtgenoten	- Geen autonome keuze als de echtparen; - <u>Recht van de lidstaat van registratie van het partnerschap</u> is in principe van toepassing op de vermogensrechtelijke gevolgen van het partnerschap
<u>Splitsing van bevoegdheidsregels</u>	Er is een splitsing van bevoegdheidsregels naargelang volgende categorieën: - Overlijden; - Echtscheiding, scheiding van tafel en bed (ingeval van huwelijk) of ontbinding, nietigverklaring (ingeval van partnerschap); - Overige gevallen. (respectievelijk in art. 3, art. 4 en art. 5-8 van beide ontwerpen)	
<u>Erkenning & tenuitvoerlegging</u>	Beslissingen + authentieke akten uit één van de lidstaten worden erkend in andere lidstaten	
<u>Voordelen</u>	Betere voorspelbaarheid door vereenvoudiging van de procedure voor de erkenning van gerechtelijke beslissingen, beslissingen en akten in de hele EU (besparing van gemiddeld 2 000 à 3 000 euro per zaak omdat burgers verschillende juridische kwesties in één gerechtelijke procedure kunnen bijeenbrengen). Voorbeeld: Eén gerecht zal bevoegd zijn voor de echtscheidingsprocedure en voor de eigendoms kwesties daarvan.	

Rechtsgrondslag

- Artikel 81 (3) van het Verdrag betreffende de werking van de EU (VWEU) verleent aan de Raad de bevoegdheid om, na raadpleging van het Europees Parlement, op het gebied van het familierecht maatregelen met grensoverschrijdende gevolgen vast te stellen.
- Betrokken voorstellen moeten met eenparigheid van stemmen door de Raad van Ministers worden goedgekeurd, na raadpleging van het Europees Parlement.

Bevoegde commissie:

Commissie voor de Justitie

Subsidiariteit en proportionaliteit

Subsidiariteit: Volgens de Europese Commissie kunnen de doelstellingen van het voorstel slechts worden bereikt via gemeenschappelijke regels inzake huwelijksvermogensstelsels. Deze regels moeten gelijk zijn om de burgers rechtszekerheid en voorspelbaarheid te garanderen. Wat de geregistreerde partnerschappen betreft, kunnen enkel gemeenschappelijke regels de doelstellingen van het voorstel dienen. Er bestaan op dit gebied geen toepasselijke internationale verdragen, buiten het Verdrag inzake de erkenning van geregistreerde partnerschappen van 5 september 2007 van de Internationale Commissie voor de burgerlijke stand. Maar dat verdrag betreft slechts de erkenning van partnerschappen en is niet in werking getreden

Proportionaliteit: Het voorstel COM(2011)126 beoogt geen harmonisatie van het huwelijksvermogensrecht van de lidstaten. Het voorstel COM(2011)127 beoogt geen harmonisatie van vermogensrechtelijke aspecten van partnerschappen van de lidstaten.

De termijn om een advies over de subsidiariteit en de proportionaliteit van de tekstvoorstellen te formuleren loopt af op **31 mei 2011**.

Samenvattend besluit:

De twee wetgevingsvoorstellen zorgen voor een duidelijk rechtskader met betrekking tot vermogensrechtelijke aspecten van de internationale echtparen en geregistreerde partnerschappen. Deze voorstellen beogen geen harmonisatie van het nationale materiële recht inzake het huwelijk of het geregistreerde partnerschap, maar wensen eigendoms kwesties te vergemakkelijken in allerlei gevallen van huwelijk of partnerschap met een grensoverschrijdende dimensie. De termijn om een advies over de subsidiariteit te formuleren duurt tot **31 mei 2011**.

Meer informatie:

1. Tekst van het ontwerp van verordening betreffende de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen op het gebied van huwelijksvermogensstelsels (COM(2011)126):
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0126:FIN:NL:PDF>
2. Tekst van het ontwerp van verordening betreffende de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen op het gebied van de vermogensrechtelijke gevolgen van geregistreerde partnerschappen (COM(2011)127):
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0127:FIN:NL:PDF>
3. Mededeling van de Europese Commissie: "Wegnemen van de onzekerheid over de vermogensrechtelijke rechten van internationale paren"

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0125:FIN:NL:PDF>

Eurovoc-descriptoren: EUROPESE UNIE – BURGERLIJK RECHT – FAMILIERECHT – HUWELIJK – JUSTITIELE SAMENWERKING – TENUITVOERLEGGING VAN HET VONNIS

Redactie:

Roeland Jansoone, adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be